

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

**COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 464^e
SÉANCE**



Mardi 23 novembre 1965,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 101 de l'ordre du jour:

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite):

- a) *Rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix;*
- b) *Autorisation et financement de futures opérations de maintien de la paix*

1

Président: M. Carlet R. AUGUSTE (Haïti).

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite) [A/SPC/L.117 et Add.1 et 2]:

- a) *Rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/5915 et Add.1, A/5916 et Add.1, A/5972, A/6026);*
- b) *Autorisation et financement de futures opérations de maintien de la paix (A/5966/Rev.2)*

1. M. JAKOBSON (Finlande) dit que son pays a clairement indiqué à maintes reprises qu'il considère le maintien de la paix comme l'une des fonctions principales des Nations Unies et qu'il est disposé à y participer. Pour traduire cette politique dans la réalité, la Finlande, agissant de concert avec le Danemark, la Norvège et la Suède, a mis sur pied une force spéciale nationale qu'elle peut mettre à la disposition des Nations Unies pour des opérations de maintien de la paix. Le Gouvernement finlandais estime également indispensable que les opérations de maintien de la paix reçoivent un large appui des Etats Membres en général, et en particulier qu'un accord existe à leur sujet entre les membres permanents du Conseil de sécurité.

2. Le débat sur la théorie du maintien de la paix n'a pas encore porté fruit mais, dans la pratique, l'Organisation a déjà exécuté des opérations de maintien de la paix dans diverses parties du monde, empêchant ainsi que la situation qui existait en ces divers lieux ne s'aggrave. Toute l'expérience acquise en matière de maintien de la paix concourt à souligner la nécessité de la souplesse. Chacune des situations dans lesquelles les Nations Unies peuvent être appelées à intervenir est unique en son genre et il convient d'envisager des mesures qui soient adaptées aux circonstances. Des règles de conduite trop strictes pourraient fort bien restreindre la capacité de l'Organisation à agir, au lieu de l'améliorer. La Finlande, comme l'a dit son ministre des affaires étrangères (1339^{ème} séance plénière), pré-

fère que l'on aborde le problème du maintien de la paix d'une façon pragmatique plutôt que juridique.

3. En ce qui concerne le financement des opérations de maintien de la paix, la Finlande a non seulement payé les contributions qui lui étaient demandées à ce titre, mais encore elle a fait des contributions volontaires. Toutefois, le Gouvernement finlandais partage entièrement l'avis du Secrétaire général selon lequel le financement par des contributions volontaires, tel qu'il a été pratiqué dans le cas de l'opération de Chypre, est une solution peu satisfaisante. Ce n'est pas un bon précédent pour l'avenir et c'est une méthode contraire au principe de la responsabilité politique, auquel la Finlande a toujours adhéré.

4. Par conséquent, il est de la plus grande importance et de la plus haute urgence que l'on continue à rechercher une formule généralement applicable et équitable pour répartir des dépenses telles que celles qui résultent de l'intervention des Nations Unies à Chypre. Manifestement, l'organe où devraient s'engager des négociations à ce sujet est le Comité spécial des opérations de maintien de la paix, qui devrait examiner à fond toutes les opinions avancées au cours du débat actuel, y compris, bien entendu, la contribution importante de la délégation de l'Irlande.

5. Lord CARADON (Royaume-Uni) déclare que parmi les nombreux problèmes dont l'Assemblée générale est saisie à la vingtième session, il n'en est pas de plus important que la question des opérations de maintien de la paix. L'Organisation des Nations Unies ne peut continuer à faire face aux crises qui se présentent en se contentant d'improviser, sans avoir établi à l'avance un plan d'action et un mécanisme institutionnel et sans avoir la moindre certitude de pouvoir disposer des ressources financières voulues. Il faudrait une réserve d'hommes, de matériel, de transport, de fonds où l'on pourrait puiser chaque fois qu'une crise menacerait de compromettre la paix internationale. Jusqu'à présent, on n'a fait que peu de progrès dans cette direction.

6. Le chiffre 19 est un chiffre que les Nations Unies ont de bonnes raisons d'associer avec cette stagnation, car c'est pendant la dix-neuvième session que le différend sur l'Article 19 de la Charte a fait sombrer le prestige et l'autorité de l'Organisation au point le plus bas. Cette querelle a porté aux Nations Unies un préjudice incalculable. La plupart des délégations étaient désireuses de voir l'Organisation des Nations Unies aller de l'avant et de voir s'étendre ses pouvoirs et son influence. Elles espéraient que l'Organisation ferait preuve d'ingéniosité et d'originalité en présence des problèmes qui se posaient à elle. Pourtant, elles avaient des raisons de redouter

que les Nations Unies ne reculent devant la difficulté et ne tombent de plus en plus sous des influences restrictives et négatives.

7. Ce danger existe toujours. La façon dont l'Organisation règlera le problème des opérations de maintien de la paix donnera la mesure de la sincérité et de la détermination de ses Membres, car c'est dans ce domaine qu'il sera répondu à la question de savoir si les Nations Unies choisissent le progrès ou le recul. Le rapport du Secrétaire général et du Président de l'Assemblée générale (A/5915/Add.1, annexe II) a été accueilli avec satisfaction, car il a permis au Comité spécial des opérations de maintien de la paix de sortir de l'impasse où il s'était trouvé vers le milieu de l'année, mais il reste beaucoup à faire encore avant que le problème du maintien de la paix soit résolu. La route à parcourir sera dure, mais chacun des Etats Membres, se souvenant des déceptions éprouvées à la dix-neuvième session, doit prendre la résolution de contribuer à faire de la vingtième session une session constructive.

8. Pendant la dix-neuvième session, au moment où les Nations Unies avaient le plus grand besoin d'aide, aucun pays n'a fait plus que le Royaume-Uni pour prouver sa volonté de donner à l'Organisation son appui concret.

9. Le Royaume-Uni a exposé à maintes reprises quels sont ses principes et ses buts en ce qui concerne cette question du maintien de la paix, et croit que ces principes et ces buts sont appuyés et partagés par la grande majorité des Etats Membres. La délégation du Royaume-Uni a affirmé tout d'abord que, si la Charte confère au Conseil de sécurité la responsabilité primordiale du maintien de la paix internationale, il serait cependant erroné d'amenuiser l'autorité de l'Assemblée générale. Le Conseil et l'Assemblée ont tous deux un rôle vital à jouer, et l'Assemblée ne peut pas être réduite au silence et à l'impuissance en ce qui concerne le maintien de la paix, fonction essentielle des Nations Unies. Deuxièmement, la délégation du Royaume-Uni a souligné que les efforts temporaires et improvisés du passé devraient bientôt faire place à un mécanisme de maintien de la paix plus efficace et permanent. Cependant, elle ne s'est pas contentée de formuler des principes et des objectifs: elle a montré qu'elle était résolue à appuyer ses paroles par des actes. A propos du financement des opérations de maintien de la paix, le Royaume-Uni a fait sa première offre le 19 janvier 1965, lorsque lui-même, lord Caradon, a informé l'Assemblée (1316ème séance plénière) que le Royaume-Uni s'était acquitté de toutes ses obligations envers les Nations Unies; qu'il était fier d'être au deuxième rang des Etats Membres par l'importance de ses contributions à toutes les activités volontaires et autres des Nations Unies; qu'il s'était engagé à accroître ses contributions aux activités économiques et sociales de l'Organisation, et que si l'on créait un fonds de contributions volontaires pour aider l'Organisation à surmonter ses difficultés financières le Royaume-Uni serait disposé à y verser une contribution. Deux jours plus tard, le Royaume-Uni a concrétisé cette offre en annonçant une contribution volontaire et inconditionnelle de 10 millions de dollars. Sans prétendre que cette

contribution volontaire et celles qu'avaient annoncées au même moment cinq autres nations permettraient de régler la controverse sur la question du maintien de la paix, la délégation du Royaume-Uni a émis l'opinion qu'une telle initiative représentait un premier pas dans la bonne direction et contribuait à sortir l'Organisation de l'impasse. La délégation britannique a noté avec satisfaction que, par la suite, 13 autres pays ont annoncé des contributions, mais elle ne peut cacher sa déception de constater que de nombreux autres pays n'ont pas encore suivi cet exemple. Elle a peine à croire que les pays qui sont en faveur de contributions volontaires n'aient pas l'intention d'aligner leurs actes sur leurs paroles.

10. De même, lorsque le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni s'est adressé à l'Assemblée générale vers le début de la session en cours (1351ème séance plénière), il a expressément mentionné la proposition tendant à créer un fonds de financement des opérations de maintien de la paix. La délégation britannique ne se propose pas de suggérer dès à présent de façon précise par quels moyens ce fonds devrait être alimenté et dans quelles conditions précises il pourrait être utilisé, mais l'intérêt qu'elle porte à cette proposition est une preuve de plus de l'importance que le Royaume-Uni attache à l'ensemble de la question du financement des opérations de maintien de la paix. Le Royaume-Uni ne souhaite pas voir le principe de la responsabilité collective affaibli ou abandonné, mais il reconnaît que, dans des circonstances particulières, d'autres moyens pourraient convenir pour financer les opérations de maintien de la paix et que l'établissement d'un fonds de financement des opérations de maintien de la paix pourrait créer des ressources financières précieuses auxquelles on pourrait facilement puiser dans les cas où une action d'urgence s'imposerait. Les Membres de l'Organisation ont souvent fait appel au Secrétaire général pour qu'il entreprenne des opérations de maintien de la paix et dans tous les cas la rapidité d'action était essentielle. Et pourtant, en même temps qu'ils présentaient au Secrétaire général de telles exigences, les Etats Membres ont trop souvent, par exemple dans le cas de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et de la Force d'urgence des Nations Unies, refusé de lui fournir des moyens suffisants pour entreprendre de telles actions et les exécuter; ce faisant, ils ont non seulement rendu la tâche du Secrétaire général plus difficile mais encore entravé et affaibli l'action des Nations Unies.

11. Toutefois, le financement n'est qu'un élément du problème consistant à rendre efficaces les opérations de maintien de la paix. Il y a également la question des troupes, du matériel et des transports, et de l'appui logistique dans son sens le plus large. Il convient de rendre hommage aux nombreux Etats Membres qui ont fourni des contingents militaires et des services à bref délai chaque fois que l'Organisation des Nations Unies en a eu besoin, dans le passé, pour entreprendre des opérations de maintien de la paix; toutefois, rien ne permet de penser que la nécessité de mettre sur pied de telles opérations se fera moins fréquente ou moins urgente à l'avenir et l'on ne peut permettre que chaque cas d'urgence soit abandonné à des décisions hâtives et improvisées

à la dernière minute. C'est pourquoi le représentant du Royaume-Uni note avec satisfaction qu'un certain nombre de pays ont décidé de créer une réserve de troupes qui pourraient être mises rapidement à la disposition des Nations Unies en cas de besoin. Il espère que cet exemple sera suivi, d'autant qu'il est souvent nécessaire, lorsqu'on recrute une force de maintien de la paix des Nations Unies, de tenir compte de la situation du pays ou des pays dans lesquels cette force doit être utilisée. Il faut également espérer que cette méthode de constitution de réserves s'étendra au matériel et aux fournitures militaires, et aux transports. La délégation du Royaume-Uni estime que le rôle des grands pays pourrait être, en règle générale, de fournir l'appui logistique. Dans cet esprit, le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni a proposé, dans une déclaration faite à la Chambre des communes en juin 1965, de fournir un appui logistique de source britannique à six bataillons de troupes des Nations Unies au maximum.

12. Le représentant du Royaume-Uni n'entend pas commenter en détail les propositions avancées par la délégation de l'Irlande, mais il désire déclarer que, si sa délégation a des doutes à propos de certains éléments de ces propositions, elle n'en accueille pas moins chaleureusement l'initiative prise par l'Irlande en la matière et appuie sans réserve les objectifs et les principes du maintien de la paix, tels qu'ils sont exposés dans le préambule du projet de résolution. Il reste à régler la question de date et de méthode. La délégation du Royaume-Uni est aussi consciente que quiconque de l'importance du problème, mais elle ne peut fermer les yeux sur les profondes divergences de vues qui se font encore sentir. Il faudrait disposer d'encore un peu de temps pour que la majorité des Membres de l'Organisation puissent exprimer leurs désirs et leurs points de vue. C'est pourquoi il conviendrait de charger le Comité spécial des opérations de maintien de la paix d'examiner aussitôt terminés les travaux de l'Assemblée, la proposition de l'Irlande et toute autre proposition qui pourrait être soumise, et de présenter ses recommandations finales bien avant l'ouverture de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

13. Les opérations de maintien de la paix dépendent essentiellement pour leur efficacité des moyens mis à cette fin à la disposition de l'Organisation; certains sont peu désireux de voir augmenter l'efficacité des Nations Unies. Toutefois, lord Caradon est convaincu que la grande majorité des Etats Membres sont de l'avis contraire et ne permettront pas que des obstacles créés par les Nations Unies elles-mêmes puissent se dresser sur la voie du progrès.

14. M. ARKHURST (Ghana) dit que le maintien de la paix a toujours été l'une des fonctions principales des Nations Unies, conformément à l'Article 1 de la Charte; dans le monde d'aujourd'hui, avec les différends entre les grandes puissances, les guerres limitées, les ingérences dans les affaires des petits pays, le maintien de la paix est devenu un devoir auquel aucun Etat Membre ne peut se dérober. Au cours de la crise que le problème du maintien de la paix a créée lors de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale, il a été impossible de parvenir à une déci-

sion sur l'une quelconque des propositions présentées en vue de sortir de l'impasse. A cette vingtième session, il importe que l'Assemblée générale prenne des mesures pour établir les principes qui garantiraient qu'à l'avenir l'exercice des fonctions de maintien de la paix des Nations Unies et le financement de telles activités seront réglés par des procédures incontestables et prévisibles.

15. A la dix-neuvième session de l'Assemblée générale, certains Etats Membres ont fait valoir qu'en vertu du paragraphe 1 de l'Article 24 de la Charte seul le Conseil de sécurité a le droit de prendre l'initiative d'opérations de maintien de la paix, d'en déterminer le financement et de répartir les dépenses entre les Etats Membres. Or, d'après cet article, dans l'exercice des fonctions découlant de ses responsabilités principales en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité agit au nom des Etats Membres; de même, il ressort clairement des Articles 11 et 42 qu'en cas de rupture de la paix et d'actes d'agression, le droit du Conseil de sécurité de prendre des décisions découle uniquement du fait qu'il agit au nom des membres de l'Assemblée. L'Article 25, qui enjoint aux Membres de l'Organisation d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité conformément à la Charte, doit évidemment être lu et interprété dans le contexte de tous les autres articles, et notamment de ceux qui font du Conseil de sécurité lui-même un agent de l'Assemblée générale. La délégation ghanéenne ne peut donc accepter l'argument selon lequel l'Assemblée n'a aucune responsabilité en ce qui concerne les opérations relatives au maintien de la paix et de la sécurité. Le Ghana reconnaît le rôle spécial que doivent jouer les membres permanents du Conseil de sécurité pour assurer la réussite des opérations de maintien de la paix, mais si le Conseil est empêché d'agir dans un cas particulier, l'ensemble des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, ou la majorité de ceux-ci, peut décider d'assumer les responsabilités du maintien de la paix.

16. C'est à tous les Etats Membres qu'incombe la responsabilité de financer les opérations de maintien de la paix. En 1962, dans son intervention au cours du débat de la Cinquième Commission sur les obligations assignées par la Charte aux Etats Membres en ce qui concerne le financement des forces d'urgence des Nations Unies et des opérations au Congo (969ème séance), intervention où il demandait que fût accepté l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, le Ministre des affaires étrangères du Ghana a exposé la position de son gouvernement, à savoir que chaque Etat Membre doit accepter de prendre sa part des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix, que ces opérations aient été décidées par le Conseil de sécurité ou par l'Assemblée générale. Le Ghana s'en tient toujours à cette thèse, mais il estime qu'il y a lieu de donner à tous les membres de la Commission politique spéciale la possibilité d'examiner toute proposition qui contribuerait à régulariser la question des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

17. L'expérience a montré que l'action des Nations Unies, pour être efficace, exige un esprit de compro-

mis et le désir de s'entendre. Le représentant du Ghana adjure donc les membres de la Commission de concentrer leur attention, non pas sur les positions prises au cours des controverses passées, mais sur les objectifs de la Charte et en particulier sur les dispositions qui définissent les attributions indispensables de l'Assemblée générale en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité. La Commission peut trouver une base de discussion utile dans les propositions qui figurent dans le rapport établi par le Secrétaire général et le Président de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale (A/5915/Add.1, annexe II). Au paragraphe 25 de ce rapport se trouve exposée l'idée que si le Conseil de sécurité, qui a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, ne peut, pour quelque raison que ce soit, adopter de décision dans l'exercice de cette responsabilité, l'Assemblée générale peut se saisir immédiatement de l'affaire et faire des recommandations appropriées soit aux Membres de l'Organisation, soit au Conseil de sécurité, soit à la fois aux Membres et au Conseil. C'est sur la base de cette suggestion qu'un certain nombre d'Etats Membres, dont le Ghana, ont présenté le projet de résolution A/SPC/L.117 et Add.1 et 2. Un accord à la Commission politique spéciale en ce qui concerne l'autorisation et le financement de futures opérations de maintien de la paix empêcherait que ne se reproduisent des crises comme celle qui a paralysé l'Assemblée générale à sa dix-neuvième session et a mis en danger l'avenir de l'Organisation des Nations Unies.

18. La situation actuelle en Rhodésie du Sud, qui peut à tout moment exiger l'intervention des Nations Unies, fait ressortir l'importance des attributions de l'ONU en matière de maintien de la paix. Il est urgent que la Commission parvienne à une décision, ne serait-elle que temporaire. Certains Etats Membres n'ont pas voulu prendre leur part des dépenses relatives aux opérations passées de maintien de la paix, et bien que plusieurs d'entre eux aient promis de verser des contributions volontaires pour aider l'Organisation, il semble qu'ils n'ont pas encore honoré leurs engagements. De ce fait, les Nations Unies se trouvent actuellement dans une situation financière très difficile dont elles ne pourront sortir qu'avec l'aide des Etats Membres; le représentant du Ghana demande instamment à tous les Etats Membres de verser les contributions nécessaires aussitôt que possible.

19. Le projet de résolution A/SPC/L.117 et Add.1 et 2 ne vise pas à offrir une solution définitive. Le représentant du Ghana espère que les délégations présenteront des suggestions constructives qui pourraient, à leur avis, rendre la proposition actuelle acceptable pour tous, et qu'elles se garderont de ranimer de vieilles controverses, qui ne peuvent que compromettre la réputation et l'efficacité de l'Organisation.

20. M. CAFTANZOGLU (Grèce) souligne que la paix mondiale serait sans aucun doute renforcée si tout le monde acceptait l'idée que les Nations Unies doivent être en mesure d'intervenir rapidement et efficacement pour prévenir ou circonscrire des conflits locaux et pour rétablir la paix partout où elle a été

troublée. Certes, la délégation grecque estime qu'il est à la fois juste et nécessaire que les décisions de la majorité des Etats Membres soient respectées par tous, mais elle n'en sous-estime pas pour autant l'importance primordiale du Conseil de sécurité en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il peut se faire cependant que l'efficacité des Nations Unies soit parfois compromise, si le Conseil de sécurité se trouve paralysé par suite d'un désaccord entre ses membres permanents. Dans ce cas, l'Assemblée générale est habilitée, aux termes de la Charte, à prendre des décisions afin de sauvegarder la paix. Seule l'Assemblée est investie d'un tel pouvoir, du fait même qu'elle peut parler et agir au nom de tous les Etats Membres.

21. Après la grave crise de la dix-neuvième session, l'Assemblée générale a été mise en mesure de reprendre ses travaux dans un climat encourageant, et cela en grande partie grâce à l'activité du Secrétaire général et du Comité spécial des opérations de maintien de la paix. La délégation grecque espère que la collaboration entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité permettra de donner une solution définitive au problème de l'autorisation et du financement des opérations de maintien de la paix. Pendant ce temps, la Commission politique spéciale a pour tâche de mettre au point une formule provisoire destinée à aider l'Organisation des Nations Unies à surmonter ses graves difficultés financières. Bien que le système des contributions volontaires se soit révélé assez utile, il ne donne aucune garantie pour l'avenir et ne peut que prolonger la crise financière. De l'avis de la délégation grecque, la justice exige que les dépenses relatives au maintien de la paix soient mises à la charge de tous les Etats Membres de l'Organisation, et l'Assemblée générale a le droit, dans l'exercice de ses droits résiduels, de fixer les contributions que chaque Etat Membre doit verser pour couvrir le coût d'une opération de maintien de la paix approuvée par l'Assemblée générale en l'absence d'une décision du Conseil de sécurité.

22. La proposition présentée dans le projet de résolution A/SPC/L.117 et Add.1 et 2 constitue un moyen judicieux, autant qu'efficace et équitable, d'assurer le bon fonctionnement du système de sécurité collective. Elle donne à l'Assemblée générale la possibilité d'entreprendre et de mener à bien une action préventive dans le cadre d'un accord provisoire, en attendant que soient tranchées définitivement les divergences de vues qui pourraient exister entre les Etats Membres en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix. La délégation grecque appuie sans réserve ce projet de résolution.

23. M. TINE (France) attire l'attention de la Commission sur l'exposé détaillé de la position de son pays en matière de maintien de la paix que la délégation française a présenté au Comité spécial des opérations de maintien de la paix, notamment à la 7ème séance, le 17 mai 1965. Il espère que le mandat de ce comité sera prorogé afin qu'il puisse continuer à rechercher une solution du problème acceptable pour tous, dans le cadre des dispositions de la Charte. Cela ne signifie pas que la délégation française n'attache aucune importance à la discussion qui se poursuit actuellement à la Commission poli-

tique spéciale. Au contraire, la question est trop importante pour ne pas être débattue par l'ensemble des Membres de l'Organisation.

24. La délégation française tient à souligner tout d'abord que les problèmes liés au maintien de la paix ne pourront être résolus que si l'on s'en tient à une interprétation correcte des dispositions essentielles de la Charte. Il ne faut pas perdre de vue que la Charte est un traité signé par des Etats souverains sur la base d'une interprétation précise et stricte. Aucune interprétation ne saurait donc être imposée à tel ou tel Etat Membre par un vote majoritaire. C'est pourquoi il serait imprudent que la Commission s'engage dans une voie qui la conduirait à une interprétation de la Charte fondée seulement sur l'adoption d'une résolution. Outre que rien ne serait réglé, il pourrait en résulter de nouvelles complications la prochaine fois que les Nations Unies se trouveraient placées devant une autre crise.

25. A cet égard, la délégation française tient à bien préciser sa position. Elle prend une part active aux travaux du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, parce que le mandat de cet organe ne préfigure pas la solution recherchée. Par contre, la France n'a pas participé aux travaux du Groupe des Vingt et Un lorsque celui-ci a reçu pour instruction de s'en tenir à la recherche d'une méthode spéciale de financement de futures opérations de maintien de la paix, dans un cadre mis en place par l'Assemblée en violation des dispositions de la Charte.

26. Passant ensuite à la question de la compétence de l'Assemblée dans le domaine du maintien de la paix, le représentant de la France fait observer que les droits de l'Assemblée en la matière sont clairement établis au paragraphe 2 de l'Article 11 de la Charte, en particulier à la dernière phrase de ce paragraphe.

27. Pour ce qui est du projet de résolution présenté par l'Irlande (A/SPC/L.117 et Add.1 et 2), le Gouvernement français, attaché comme il l'est au principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats, ne peut manquer de considérer avec la plus grande sympathie les préoccupations du Gouvernement irlandais; comme l'Irlande, la France est soucieuse d'éviter qu'une grande puissance ne puisse tirer profit d'une situation donnée pour accroître son influence dans un petit pays. Toutefois, elle ne pense pas qu'on puisse atteindre cet objectif en modifiant, sous le couvert de nouvelles règles de procédure, l'équilibre institué par la Charte.

28. En outre, bien que la résolution intitulée "L'union pour le maintien de la paix" [377 (V)] ne soit pas expressément mentionnée dans le projet irlandais, ce dernier texte, en fait, reprend et réaffirme au neuvième alinéa de son préambule, la disposition la plus controversée de cette résolution. On peut donc craindre que le projet de résolution ne consolide un transfert de compétence au profit de l'Assemblée générale, qui ne peut s'opérer qu'en contradiction avec les dispositions de la Charte. La France ne s'était ralliée qu'après de grandes hésitations à la résolution 377 (V), dont elle est désormais convaincue qu'elle met en danger la cohésion de l'Organisation.

29. Quant à la répartition des dépenses prévue au paragraphe 2 du projet de résolution irlandais, il n'y a aucune raison, selon la délégation française, de permettre aux membres permanents du Conseil de sécurité de ne pas participer à des dépenses qui seraient obligatoires pour les autres Etats Membres. Si une opération est décidée par le Conseil de sécurité, ses membres permanents sont tenus d'accepter leurs responsabilités conformément à la méthode de financement prévue dans le projet de résolution. Si l'Assemblée agit dans les limites de sa compétence, telle que la délégation française les a définies le 17 mai 1965, il n'y a aucune raison pour que tous les Etats Membres ne soient pas traités sur un pied d'égalité.

30. La délégation française n'est pas opposée à un allègement du fardeau financier qui pèse sur les pays en voie de développement. Elle ne voit donc pas d'inconvénient à ce que le barème proposé dans le projet irlandais soit examiné ultérieurement, en même temps que d'autres suggestions concernant le même sujet.

31. L'opposition de la délégation française au projet de résolution irlandais doit être envisagée à la lumière des observations présentées au début de l'intervention de M. Tiné. La délégation française n'est pas opposée à tel ou tel paragraphe en particulier, mais à la conception qui est à la base de l'ensemble du texte ainsi qu'aux méthodes proposées pour résoudre les difficultés de l'Organisation. Elle craint également les conséquences que pourrait avoir une mise aux voix du projet de résolution, quels que soient les résultats du vote, sur les débats du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, débats qui doivent se poursuivre objectivement.

32. Précisant la position de sa délégation sur la question des contributions volontaires, le représentant de la France dit que, lorsque le Comité spécial des opérations de maintien de la paix est parvenu à une entente à sa 18ème séance, le 31 août 1965, la délégation française a déclaré que le Gouvernement français n'a pris aucun engagement en ce qui concerne le versement d'une contribution volontaire, qu'il s'agit là d'une question qu'il estime nécessaire d'étudier dans un contexte plus large et qu'il y a lieu de chercher une solution dans le cadre d'une réforme d'ensemble.

33. Depuis lors, le Ministre des affaires étrangères de la France a précisé devant l'Assemblée générale (1341ème séance plénière) le contexte dans lequel la France serait disposée à participer au règlement de la crise financière de l'Organisation, et la délégation française a présenté un projet de résolution sur ce point à la Cinquième Commission. La France ne suggère pas de retirer au Comité spécial des opérations de maintien de la paix les responsabilités qui lui ont été confiées en ce qui concerne le financement de ces opérations. Elle veut seulement mettre en relief le lien entre l'effort que fait l'Organisation pour mettre de l'ordre dans ses finances et réformer ses méthodes pour l'avenir, et le concours qui est demandé aux Etats Membres pour assainir la situation financière de l'Organisation. Il n'y a pas de raison pour que les contribuables des divers Etats Membres ne bénéficient pas, quand il s'agit d'une

action en faveur des Nations Unies, d'explications aussi précises que celles qui leur sont fournies pour des dépenses comparables sur le plan national. Chaque pays pourrait alors déterminer plus facilement les sacrifices qu'il est disposé à consentir.

Dans une telle hypothèse, la France ne refuserait pas son concours pour rétablir les finances des Nations Unies sur des bases solides.

La séance est levée à 16 h 40.